



seulement été source d'une grande anxiété mais a levé des tensions inutiles dans un contexte largement dégradé.

Dans le premier degré, la gestion de la crise sanitaire rajoute un poids supplémentaire à la charge de travail des directeurs déjà connue comme difficile. Le tracing, l'organisation des tests salivaires doit se faire sans moyens supplémentaires sinon deux médiateurs dans le département aux compétences encore floues. C'est toute l'école qui est impactée dans ces épisodes. Sans jour de décharge, les élèves doivent être répartis dans les autres classes pour permettre au directeur/enseignant de remplir le tableau, contacter les familles, etc... Le brassage s'impose alors. Il aura peut-être en rendre compte aux familles.

En maternelle, la classe est contact mais pas l'enseignant ni l'ATSEM parce-qu'ils portent un masque. Il ne leur est même pas proposé de se faire tester. Des personnels dans cette situation l'ont fait. Les deux, l'enseignante et l'ATSEM, étaient positives !

Toujours dans le premier degré, les violences d'élèves se multiplient plongeant des écoles dans de grandes souffrances avec mission impossible dans certaines classes. Les délais pour la mise en place de soins, l'impossibilité de nommer un AESH en cours d'année, rajoutent entre autre à la noirceur du tableau. Des situations s'empirent. L'inclusion devient parfois exclusion. Des enseignants témoignent de leur détresse, d'autres se taisent. Certains s'arrêtent, d'autres pensent à changer de métier. Quelles réponses sont apportées ? Au mieux, un enseignant surnuméraire quand l'état des remplacements le permet. Sinon, la réunion de l'équipe éducative ou de l'équipe de suivi de scolarité qui bricole avec ce qu'elle peut comme l'emploi du temps quand la famille est en capacité de garder l'enfant à la maison.

Il est urgent de considérer cette problématique à sa juste valeur. Mieux vaut prévenir que guérir et pour guérir, il faut des moyens qui font cruellement défaut actuellement. La facture est élevée. Jusqu'où va-t-elle monter sans mesures adéquates ?

Les personnels sont aussi exposés aux incivilités des parents parfois agressifs. Le CHSCTA a travaillé sur cette thématique avec la rédaction d'un courrier modèle à disposition des établissements. La FSU demande que cela soit décliné au niveau du département dans l'intérêt de tous, personnels comme usagers.

Concernant le fonctionnement du CHSCT40, la FSU continue de regretter le manque de communication entre l'administration et les représentants des personnels, que ce soit dans le suivi des fiches, le processus de résolution des problèmes, l'association aux décisions de l'administration. Les représentants des personnels portent la voix de leurs collègues et sont forces de proposition. Ils doivent être des éléments de consultation incontournables pour l'administration. S'agit-il de vider les CHSCT de leurs compétences et de leur utilité, le dernier coup de grâce étant leur disparition totale ?

Quoi qu'il advienne, la FSU continuera de porter la parole des personnels, d'informer, défendre, accompagner et mener la bataille pour l'intérêt collectif. Les manquements qu'elle dénonce constituent autant de failles dans le respect des lois qui protègent chacun, avec pour l'employeur l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité, la santé physique et mentale de ses salariés.

Veuillez croire, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT40, en notre profond attachement au Service Public d'Education.

La délégation FSU du CHSCTD 40